

Références : 20240219_UID4243_EAR_24_052_RAP
Code AIOT : 0003202354

St Etienne, le 19 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GOODMAN FRANCE

24 rue de Prony (anciennement 62 rue de la chaussée d'Antin, Paris 75009)
75017 Paris

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement GOODMAN FRANCE implanté 20 RUE DE LA ROSELIERE ZAC DES PLAINES 42450 SURY-LE-COMTAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des ICPE

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOODMAN FRANCE
- 20 RUE DE LA ROSELIERE ZAC DES PLAINES 42450 SURY-LE-COMTAL
- Code AIOT : 0003202354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GOODMAN est propriétaire d'un bâtiment logistique d'environ 60 000 m² sur la commune de SURY-LE-COMTAL (42) dont la construction s'est achevée au début de l'année 2023. Ce bâtiment à usage d'entrepôt dispose de 5 cellules de stockage de l'ordre de 11 900 m², de bureaux et de locaux techniques (chaufferie, local de charge, local sprinklage, locaux électriques).

Cet entrepôt est soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). À ce titre il est autorisé par l'Arrêté Préfectoral du 21 juillet 2019 modifié par les Arrêtés Préfectoraux complémentaires du 6 avril 2022 et du 2 mai 2023.

Le stockage concerne des matières combustibles en racks ou masse et le site n'est pas autorisé au stockage de substances dangereuses ni de pneumatiques. Outre les locaux techniques, le site

comporte deux réserves d'eau et deux bassins de rétention étanches.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'entrepôt est de belle facture et son exploitation est attentive au respect des obligations réglementaires, de la propreté et de la fonctionnalité tant du bâtiment que de ses équipements et aménagements extérieurs. Il n'a pas été noté de non-conformité majeure, quelques points issus de l'inspection demandent une suite à l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 5.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.5.8	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 1.2	Sans objet
2	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 1.3.1	Sans objet
3	Mise en service des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 1.3.2	Sans objet
4	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 2.1.2	Sans objet
5	Impacts faune flore	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 2.3	Sans objet
6	Dossier administratif ICPE	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 2.7	Sans objet
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 4.4.5	Sans objet
8	Eaux pluviales traitement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 4.4.12.1	Sans objet
11	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.1.1	Sans objet
12	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.1.18.2.1.2	Sans objet
13	Locaux de charge	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.2	Sans objet
14	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.3	Sans objet
15	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.4	Sans objet
16	Stockages	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.5.2	Sans objet
18	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.5.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les quelques précisions à apporter par l'exploitant relèvent davantage de la gestion documentaire que de points techniques particuliers. L'exploitant doit transmettre certains compléments concernant par exemple la conformité des panneaux photovoltaïques, la répartition des responsabilités entre lui et son locataire. Le POI devra être réalisé, transmis et testé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Activités classées (voir modifs sur projet APC)
Prescription contrôlée : Volume 1510 et volumes autres activités L'exploitant n'est pas autorisé à stocker des liquides inflammables ni des aérosols dans les installations réglementées par le présent arrêté. Eu égard à la faible ressource en eau pour assurer une lutte efficace contre un incendie spécifique, l'exploitant n'est pas autorisé à stocker des pneumatiques.
Constats : L'état des stocks est suivi par le locataire ALLAINE exploitant par ailleurs de l'entrepôt voisin LOG LOIRE. L'Etat des stocks est suivi sur une application spécialisée WMS REFLEX L'Arrêté des stocks est accessible sur site ou hors site si partage de connexion donc par tous les sites du groupe ou via internet sur téléphone (y compris siège à MACON) Il a été constaté que le stockage comporte exclusivement des matières combustibles et non combustibles (plastiques, mobilier, produits grand public, ...), à l'exclusion de produits dangereux et pneumatiques. Les stocks sont listés dans l'état disponible, par entrepôt et par Rubrique ICPE avec volumes selon unité nomenclature (Tonne ou m ³) Une Requete SGL dans la base de données du Groupe ALLAINE permet d'avoir tous les stockages de tous les entrepôts du 42 et le détail des stockages par Cellule pour un entrepot donné. L'exploitant a transmis à l'inspection, pendant le contrôle documentaire effectué en salle, une extraction instantanée, qui s'avère être celle de l'entrepôt voisin LOG LOIRE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sans délai une extraction de la base REFLEX permettant de constater l'état des stocks de l'entrepôt GOODMAN par rubrique ICPE autorisée (1510, 2662, 2663)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (dossier initial déposé le 28 juin 2018 et complété et corrigé le 8 octobre 2018). En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : - Toutes les prescriptions applicables ont été respectées, certains aménagements ont été demandés par porté à connaissance transmis à l'inspection. L'instruction de ces demandes est clôturée et l'exploitant sera prochainement titulaire d'un arrêté complémentaire corrigeant ou précisant certains points

<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les cellules ne sont pas rackées car le régime d'exploitation monte en puissance. Deux cellules sont exploitées en stockage de masse en îlot (jusqu'à une hauteur de 6,5 m, les îlots respectant les dimensions et les largeurs d'allées réglementaires) - La fréquentation du site est d'une trentaine de camions par jour à 80 % approvisionnement en eaux minérales et produits réfractaires (suite à un incendie chez ce client qui confie de 40 % à 100 % de ses productions). - Le site emploie entre 4 et 6 ETP (intérimaires quand pics), et se structure pour le long terme : encadrement et management. Les horaires pratiqués sont 07h-18H du lundi au vendredi, les camions arrivent et partent sur cette plage ; - Télésurveillance : GOODMAN France a contrat de télésurveillance avec report d'alarme avec 2AI pour levée de doute via télésurveillance, déplacement sur site, alerte du SDIS (ils disposent des numéros des personnels d'astreinte Allainé et de leur sous-traitant SECURITAS qui assure le contrôle d'accès anti intrusion <p>2AI fait les essais hebdomadaire des groupes moto-pompes du sprinklage et le suivi des installations de défense incendie (contrat en place à la livraison du bâtiment)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Retour sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire sous 15 jours à compter de la saisine de l'exploitant par la DDPP42</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mise en service des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 1.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Attestation de conformité aux dispositions réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en service de l'entrepôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (cité ci-après) et du présent arrêté préfectoral d'autorisation, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification. Les installations soumises à la rubrique 1510, qui relèvent par ailleurs également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662, 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont entièrement régies par le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de conformité « Audit ICPE Ecorce - Recollement - Sury le comtal Finale » qui ne fait pas état de non-conformité sous réserve des aménagements en cours de validation par arrêté préfectoral complémentaire (contradictoire en cours) - L'ATTESTATION DE NON-RUINE EN CHAINE ET VERS L'EXTERIEUR ((document « 22b - Attestation non ruine » puis rapport 23 – NRUI01-A) qui stipule les dispositions constructives justifiant du respect de la prescription (L'HYPOTHESE DE NON-EFFONDREMENT EN CHAINE ET DE NON EFFONDREMENT VERS L'EXTERIEUR EST BIEN RESPECTEE) : <p>tous les poteaux BA sont encastrés en pied et que les efforts horizontaux de vent se répartissent en tête de chaque poteau en situation normale ou accidentelle</p>

<p>tous les écrans thermiques et panneaux béton fixés en tête de poteaux BA des files 1, 5, 9, 13, 17, 21 et file K transmettent les efforts horizontaux de vent à l'ensemble des poteaux de la file.</p> <p>après incendie de la cellule 1, les cellules 2, 3, 4 et 5 sont calculées en situation d'autostabilité en situation accidentelle</p> <p>après incendie de la cellule 2, les cellules 1, 3, 4 et 5 sont calculées en situation d'autostabilité en situation accidentelle, et dans cette logique pour l'ensemble des cellules.</p> <p>le mur coupe-feu reste toujours fixé à la cellule restante en place.</p> <p>les murs coupe-feu ne sont pas traversés par des poutres porteuses et que leur assemblage sont adaptés à la tenue au feu du mur coupe-feu.</p> <p>les poteaux béton principaux de charpente fonctionnent comme des consoles encastrées en pied et libres en tête.</p> <p>les murs coupe-feu ne participent pas à la stabilité générale des cellules.</p> <p>les poteaux BA ont les résistances au feu identiques à celles des murs coupe-feu</p> <p>les poteaux BA des écrans thermiques sont calculés auto-stables en phase d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exploitation des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société GOODMAN porte l'autorisation d'exploiter et la société ALAINE loue les installations ALAINE en train d'établir un PDI</p> <p>GOODMAN a signé les contrats pour contrôles réglementaires et doit travailler avec son locataire ALLINE pour la répartition des rôles et la formalisation des consignes</p> <p>ALLAINE a une grille SECOI – outil déployé qui permet de renseigner tout dysfonctionnement, toute non conformité (outil développé en interne sous EXCEL qui centralise tous les événements et permet de gérer le travail du service maintenance)</p> <p>Pour GOODMAN, dans le cadre des Contrats de sous-traitance assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réception des rapport et le suivi des Non Conformités jusqu'à leur levée par intervention d'une entreprise spécialisée (suivi par tableau de bord spécifique pour chaque bâtiment) <p>Par exemple, pour les organes de défense incendie, le contrôleur 2AI fait son rapport et GOODMAN réalise les actions correctives – Un audit Q1 est réalisé tous les 6 mois (Dernier en juin 2003 – le prochain était programmé le 14/02/24 (retard conjoncturel)</p> <p>Le locataire ALAINE a transmis à l'inspection un exemple de tableau de suivi pendant le contrôle (gestion de l'amélioration continue et auto-contrôle bi-mensuel). Cet outil apparaît clair et performant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande un travail entre exploitant et locataire pour s'assurer que, dans la</p>

répartition des suivis et des responsabilités, tous les suivis réglementaires et utiles à la sécurité du site soient bien effectués ; L'exploitant transmettra un état de cette répartition dès qu'il sera disponible
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Impacts faune flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC
Prescription contrôlée : 1. • Limiter le risque de destruction directe d'espèces protégées. • Limiter le dérangement de la faune. en période de travaux 2. • Limiter le risque de destruction directe d'espèces protégées • Assister les maîtres d'ouvrage à la bonne application des mesures d'évitement et de réduction en SUIVI ENVIRONNEMENTAL PENDANT ET APRÈS LE CHANTIER 3. Pérenniser l'intérêt écologique des habitats pour la GESTION ÉCOLOGIQUE DES HABITATS ÉVITÉS ET RÉHABILITÉS
Constats : 1. Le suivi « espèces protégées » pendant les travaux a été assuré par GOODMAN mais aucune précision n'a pu être fournie lors de l'inspection. 2. Deux zones ont été créées, sur recommandation de l'écologue mandaté par l'exploitant, en bord de propriété sur des zones enherbées pour l'accueil d'espèces protégées Un écologue a été mandaté et a constaté lors de son audit quelques insuffisances dans le suivi. Il est revenu sur site en octobre 2023 et a levé les Non-Conformité (Le rapport de l'écologue a été transmis à l'inspection le jour même) 3. Outre les zones réservée (trous avec branches enchevêtrées), trois nichoirs et deux hôtel à insectes ont été installés. IL est précisé que les clients du locataire souhaitent l'absence d'insectes dans les entrepôt avec produits dédiés agroalimentaires (eaux minérales, emballages plastiques alimentaires..). Aussi l'idée de dédier les espaces verts à la pâture n'est pas applicable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les zones écologiques, les nichoirs et les hôtels à insecte ont été vus pendant le contrôle du site. Il est particulièrement propre et les zones enherbées sont apparues bien entretenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossier administratif ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Documents tenus à disposition de l'inspection
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : le dossier de demande d'autorisation initial ; ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation, les plans tenus à jour, l'étude des flux thermiques y compris, le cas échéant, pour les installations et activités soumises à déclaration, les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles,

en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation, les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ou relevant d'obligations réglementaires au titre d'autres législations ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données, les différents documents prévus par le présent arrêté.

Constats :

Dossier informatique : GOODMAN dispose de tous les documents et a signé le contrat de location avec son client en conséquence. Ce dernier stipule que toute modification doit être présentée et portée par l'exploitant – si ALAINE veut faire une modif il se retourne vers GOODMAN
GOODMAN dispose de tous les documents qui concernent l'ICPE et sa gestion (tous les rapports de contrôle notamment qu'il transmet à ALAINE à réception

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 4.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Exutoires et bassins d'orage/de rétention

Prescription contrôlée :

- Eaux pluviales de toitures (hors bureaux, poste de garde et auvent) : collecte et rejet dans une noue étanche au Nord du site dite « Bassin n°1 » d'un volume de 2 768 m³

- Eaux pluviales de voiries/parkings : collecte et rejet dans un bassin de tamponnement étanche à l'Est du site dit « Bassin n°2 » d'un volume de 2 901 m³

Les bassins sont étanches et équipés d'un ouvrage de sortie régulation de débit du type Vortex ou d'une pompe de relevage assurant la régulation du débit et d'une vanne d'isolement motorisée. Cette vanne motorisée est notamment asservie aux alarmes incendie et au système d'extinction automatique d'incendie si ces deux dispositifs sont dissociés.

Constats :

- Eaux de Voiries poids lourds : le bassin de rétention étanche (il fait également office de rétention des EEI si nécessaire) dispose d'une pompe de relevage qui renvoie au séparateur SHC puis au réseau EP de la ZAC – Si incendie ou pollution l'arrêt de la pompe permet le stockage des eaux dans le bassin

- Eaux de toiture : elles sont dirigées vers le second bassin étanche qui fonctionne en gravitaire avec vanne de barrage automatique au déclenchement du sprinklage

Il est possible d'activer les barrages manuellement en cas de défaillance des automates : la personne est désignée est indiquée dans le PDI

Le SDIS a testé avec camion pompe l'accessibilité aux bassins et ont demandé une numération des poteaux selon leurs plans, ce qui a été fait. Les vannes sont par ailleurs signalées sur le plan du site mis à disposition. Ce Plan devrait être installé sous un mois à l'entrée du site ; il est dans le PDI remis par M. BARTHELEMY

La présence de l'ensemble des dispositifs ont été vérifiés lors de l'inspection sans les tester

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande de vérifier notamment sur les plans des installations et dans le PDI que

toutes les infos utiles aux intervenants et secours sont bien disponibles et à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eaux pluviales traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 4.4.12.1

Thème(s) : Risques chroniques, Séparateurs HC

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement ainsi que de voiries, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents permettant d'attester de leur dimensionnement et de leur capacité de traitement.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le Séparateur HydroCarbures est implanté en aval du bassin étanche B1, pour traiter les eaux collectées sur les voiries PL et VL. pour un appareil de débit nominal 45 l/s : - Volume minimal du débourbeur = 100 x débit nominal, soit 4 500 l (selon la norme NF EN858-1) - Volume minimal du séparateur = 90 x débit nominal, soit 4 050 l.

Le Séparateur est en place et opérationnel

Le 1er curage a été mis en stand by pour analyses des eaux qui sont rejetées à l'aval. Les résultats d'analyses sont désormais disponibles (résultats conformes) et le curage est prévu mi-mars (il sera potentiellement « chargé » du fait des déchets de chantier caril n'a pas été curé à la livraison du chantier)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le stockage des déchets dangereux est prévu sur zone étanche, en amont du séparateur hydrocarbures.
L'ensemble des déchets est à stocker à l'abri des eaux météoriques.
Constats : Il n'a pas été constaté de stockage de déchets dangereux (le site n'en utilise pas hors produits de nettoyage) Le locataire met en œuvre une collecte des déchets plastiques bois cartons valorisables dans l'entrepôt et le stockage est effectué hors du bâtiment sur zone dédiée en benne non couverte
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirmera que le stockage des produits de nettoyage est assuré sur rétention L'exploitant propose une solution pour une couverture du stockage des déchets valorisables ou présente une demande de dérogation argumentée dans le cadre du Porté à connaissance en cours de procédure
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Il est affiché à l'entrée du site et transmis au service de secours et d'incendie. Les zones à risques sont matérialisées et signalées par tous moyens appropriés.
Constats : L'Affichage sur site dont zonages ATEX sera fait prochainement (notamment sur accès local de charge) Le site stockant pour un client des contenants en plastique fluoré, le locataire s'assurera auprès de son client de la nature et de la qualité des fumées émises lors d'un incendie (produits de décomposition et concentrations dans les fumées émises en cas d'incendie)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmission à l'inspection de la réponse du client quant à la qualité des fumées émises en cas d'incendie d'un stock de contenants en plastique fluoré Transmission à l'inspection d'un plan des zones à risques avec dispositifs de prévention des risques (RIA, extincteurs, commandes manuelles des DENFC et vannes d'obturation des bassins...)

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation par cellule, leur quantité, leur état physique, et la nature des dangers qu'elles présentent. A cet état est annexé un plan général des stockages. Cet état doit permettre de justifier du respect des hypothèses du dossier de demande d'autorisation et notamment celles de l'étude détaillée des dangers.</p> <p>En particulier, les matières dangereuses présentant des risques non identifiés dans l'étude détaillée des dangers ou nécessitant des conditions particulières de stockage, les pneumatiques, les matières visées par les rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées, les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie ne doivent pas être stockées dans l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, de l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité à jour.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir constat n°1</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir constat n°1</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.1.18.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
<p>Prescription contrôlée : Respect des dispositions constructives</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Rapport de conformité et les attestations de non ruine en chaîne et non ruine vers l'extérieur ont été transmis par l'exploitant Les rapports confirment la conformité des bâtiments</p> <p>Lors de l'inspection, le local de charge des batteries a été contrôlé de l'intérieur, et de l'extérieur jusqu'en toiture. Le local est coupe-feu y compris la toiture. Il est équipé d'une ventilation naturelle, d'une ventilation forcée et de deux détecteurs d'hydrogène qui déclenchent les sécurités selon trois seuils d'alarme.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Locaux de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Respect des dispositions constructives
Constats : Lors de l'inspection, le local de charge des batteries a été contrôlé de l'intérieur, et de l'extérieur jusqu'en toiture. Le local est coupe-feu y compris la toiture. Il est équipé d'une ventilation naturelle, d'une ventilation forcée et de deux détecteurs d'hydrogène qui déclenchent les sécurités selon trois seuils d'alarme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de stationnement
Prescription contrôlée : Respect du projet APC
Constats : Les dimensions prévues au futur Arrêté Préfectoral Complémentaires correspondent aux dimensions mesurées par l'auditeur des voies et aires réservées aux secours ; les dispositions prévues ont été validées par le SDIS42 (voies pompiers, voies échelles, aires de pompage, répartition des poteaux incendie sur site, signalisations au sol ou en affiches de ces aires et des murs coupe-feu....) Voir constat n°15
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens internes et externes
Prescription contrôlée : Sprinklage et aires de pompage
Constats : Le site dispose de deux réserves d'eau en cuves verticales, l'une pour le réseau de poteaux incendie, l'autre pour le système d'extinction automatique Le dispositif de sprinklage est de type ESFR. Le rapport de conformité envoyé par l'exploitant ne relève pas de non conformité au regard de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation environnementale unique du 21 juillet 2019 ; le rapport Q1-2023 (le 1er) atteste de la conformité des installations. Un expert a donné conseil, a assisté à la construction et procédé aux vérifications avant réception Les Tests hebdomadaires sont sous-traités au spécialiste 2AI et sont tracés dans livre de suivi

présent dans le local des groupe moto-pompes. Pour l'exploitant, les rapports de contrôle sont accessibles sur le site 2AI via son accès « client ».

Stockage fuel du local sprinklage pour l'alimentation des moto-pompes : la cuve installée de 2000 l est plus grande que prévu (1000 l) afin de disposer après chaque essai d'une réserve suffisante pour faire face au besoin d'alimentation du réseau en cas d'incendie – 60 % de la cuve permet de faire tourner suffisamment pour éteindre le feu majorant

La cuve est double-peau et n'est donc pas placée sur rétention. L'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 prévoit explicitement les dispositions applicables aux stockages aériens pour ce qui concerne la maîtrise des conséquences d'une fuite ou d'une ruine des réservoirs :

« II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés. »

« Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

« Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné. »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le stockage de gasoil en réservoir double-peau est a priori conforme ; l'exploitant justifiera que son installation respecte les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 par retour

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques géométriques des stockages

Prescription contrôlée :

Le stockage sur palettières est autorisé. Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 m sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 m par rapport aux parois, aux éléments de structure et de la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage, est respectée.

Les matières stockées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum ;

4° Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie

Constats :

Lors du contrôle des installations, les conditions de stockage ont été vérifiées. 2 cellules disposent de stockages en racks et 2 cellules sont dédiées au stockage en masse. Aucun stockage en vrac n'a été constaté. Les îlots de stockage en masse respectent les dimensions et largeurs d'allées imposées.

Les allées, issues de secours, portes coupe-feu sont maintenues dégagées et les hauteurs de stockage respectent les dispositions de prévention en matière d'incendie (hauteurs libres par rapport aux cantons et têtes de sprinklage conformes).

Les cellules sont vastes et convenablement éclairées, propres et en ordre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.5.8

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opérations internes

Prescription contrôlée :

Un plan d'opération interne est établi et transmis au bureau « prévision » du SDIS 42. Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une et deux cellules. Le plan de défense incendie comprend :- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;- la localisation des interrupteurs centraux ;- les mesures particulières prévues à l'article précédent. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne. Il est tenu à jour. Une organisation particulière sera prévue dans le Plan d'Opérations Internes de l'établissement pour prévenir les sites voisins (UNILIN INSULATION, LOG'ALSACE notamment) et les services de gendarmerie pour fermer les accès aux voiries qui seraient concernées par un éventuel panache de fumées opaques.

Constats :

Le site dispose d'un Plan de Défense Incendie (PDI)

L'exploitant précise qu'un Exercice évacuation est programmé (semaine 9 ou 10)

En cas d'absence du personnel, le SDIS peut accéder au site en forçant l'un des portails

2 personnes sur site sont Equipiers de 1ère intervention (soit 50 % de l'effectif actuel) - les intérimaires sont formés en sécurité et hygiène à leur arrivée

Les dispositifs de Désenfumages sont à déclenchement automatique et manuel. Les commandes manuelles sont placées à proximité des issues. L'Attestation de conformité mentionne des DENFC à déclenchement automatique non asservis au sprinklage pour temporisation réglementaire : ils sont asservis par fusible comme le sprinklage (140°C pour les DENFC et 70°C pour sprinklage)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le POI est à établir et transmettre aux services intéressés (Préfecture de la Loire/SID-PC, SDIS42, DREAL/UID Loire Haute-Loire) sous 4 mois - Un Exercice sera ensuite à réaliser sous 4 mois ou à la

date convenue avec SDIS42
Un Plan du site conforme est à afficher à l'entrée de site. Il mentionnera les zones à risques, les organes de sécurité et de prévention des pollutions (vannes d'isolement des bassins et réseaux notamment).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 18 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2019, article 8.5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations
Prescription contrôlée : Le bâtiment est gardienné 24h/24h et 7j/7j par présence d'un gardien ou système de télésurveillance. En dehors des heures d'exploitation, les services de secours sont accueillis par un agent de sécurité spécialement détaché, intervenant sur alarme ou une personne du site en situation d'astreinte, ou encore par un gardien en présence permanente. Les services de secours pourront dans tous les cas accéder au site par le portail muni d'une clef triangle.
Constats : Le site est sous double surveillance (incendie et intrusion) avec deux prestataires spécialisé. Le prestataire 2AI (en contrat avec GOODMAN France) en charge de la sécurité incendie alerte le prestataire SECURITAS (en contrat de télésurveillance anti-intrusion avec ALAINE) qui appelle une astreinte permanente ALAINE en cascade L' Accès des secours au site ne s'opère pas par accès triangl. Le SDIS peut avec les engins forcer le portail « pompier manuel » (celui face au site)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Tester le dispositif de télésurveillance, levée de doute, alerte lors du 1er exercice POI
Type de suites proposées : Sans suite